vinetur

La filière britannique des boissons estime que la réforme des emballages menace toujours d’alourdir les coûts malgré la baisse des frais sur le verre

Brasseurs et exploitants de pubs dénoncent des obligations déclaratives floues, un risque de double facturation et des hausses de prix qui pourraient pénaliser les petites structures

mercredi 25 novembre 2026



Les secteurs britanniques de l’hôtellerie-restauration et des boissons continuent de mettre en garde contre une hausse des coûts et des difficultés pratiques non résolues dans le cadre de la réforme des emballages portée par le gouvernement, malgré la baisse des frais envisagés pour le verre.

Ces inquiétudes ont été exprimées mercredi, après que le ministère britannique de l’Environnement, de l’Alimentation et des Affaires rurales (Defra) a réduit, plus tôt en novembre, les contributions prévues au titre de la responsabilité élargie du producteur (REP) pour les emballages en verre. Cette décision fait suite aux avertissements des brasseurs, des exploitants de pubs et d’autres organisations professionnelles, qui estimaient que les montants initialement prévus feraient fortement augmenter les coûts dans l’ensemble de la filière des boissons et de l’hôtellerie-restauration.

La baisse des contributions sur le verre a apporté un certain soulagement, mais les entreprises estiment que le dispositif dans son ensemble présente toujours des risques financiers et administratifs importants. Des professionnels ont déclaré à The Morning Advertiser que des questions restent en suspens sur l’application concrète des règles, la part des coûts que les fournisseurs répercuteront dans leurs prix et l’articulation de

la REP avec d’autres réformes du recyclage, notamment le système de consigne (DRS).

William Lees-Jones, directeur général du brasseur et exploitant de pubs JW Lees, a déclaré que l’entreprise cherchait encore à évaluer pleinement les conséquences des changements. Selon lui, la REP pourrait créer des difficultés que les exploitants n’ont pas encore totalement identifiées. Il s’est également interrogé sur les bénéfices environnementaux concrets que cette politique apporterait à la filière.

« Tout cela semble avoir été décidé à la dernière minute et sans vraiment avoir été réfléchi, d’autant plus que le système de consigne est mis en place en même temps », a déclaré Lees-Jones à The Morning Advertiser.

Ses propos reflètent une inquiétude plus générale dans le secteur : la question ne se limite désormais plus au montant des contributions. Pubs, brasseurs et fournisseurs cherchent aussi à comprendre quelles données ils devront recueillir, quelles étapes de la chaîne de l’emballage relèvent de leur responsabilité et quelles conséquences les nouvelles obligations déclaratives auront pour les petites structures, déjà à court de ressources.

George Greenaway, propriétaire de Tamworth Brewing Co. et de Tamworth Tap, a déclaré suivre de près les exigences de conformité et le risque de hausses de prix de la part des fournisseurs. Selon lui, son entreprise doit principalement s’interroger sur le temps nécessaire au suivi des emballages et sur les conséquences de la réforme pour le coût des stocks.

Greenaway a indiqué que la brasserie suivrait les emballages qu’elle met sur le marché, tandis que le pub surveillerait les éventuelles hausses de frais répercutées par les fournisseurs et chercherait à réduire les déchets d’emballage. Le fait de brasser et de servir la bière sur place présente certains avantages pour l’entreprise, a-t-il précisé, mais le nouveau dispositif pourrait être difficile à gérer pour les petites sociétés qui doivent mener de front le brassage, la gestion d’un pub et des tâches administratives supplémentaires.

Il a expliqué que la première étape concrète consistait à consigner le poids des emballages par matériau, à déterminer lesquels relèvent de la responsabilité de l'entreprise et à obtenir des chiffres fiables auprès des fournisseurs. Il a également précisé que l'entreprise devait comptabiliser les fûts et les tonnelets consignés afin d'établir un état précis de ce qu'elle utilise et réutilise.

Ces précisions sont importantes au-delà du seul respect des obligations. Pour les brasseurs, les pubs et les autres fournisseurs de boissons, les règles relatives aux emballages peuvent influer sur les coûts de production, les prix de gros et les marges tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Toute hausse de ces coûts pourrait avoir des répercussions sur l'approvisionnement, la tarification et la vente de la bière, du vin, des spiritueux et des boissons sans alcool sur le marché britannique, en particulier pour les opérateurs indépendants qui disposent de moins de poids dans leurs négociations avec les fournisseurs.

Greenaway a déclaré que les grands brasseurs pouvaient répartir le travail supplémentaire entre davantage de sites et disposaient souvent d'une plus grande marge de négociation avec les fournisseurs. À l'inverse, les petits producteurs et les pubs risquent de supporter une charge plus lourde, au regard de leur taille, en matière de collecte de données et de déclarations.

Asahi UK, l'un des grands producteurs de boissons concernés par ces changements, a salué la décision du gouvernement de revoir les contributions sur le verre, tout en estimant qu'il fallait encore apporter des précisions. Un porte-parole de l'entreprise a déclaré que ces changements constituaient une première étape, mais a appelé le gouvernement à travailler avec les producteurs et la filière du verre pour comprendre les effets de la réforme à court et à long terme.

L'entreprise souhaite que Defra précise quels établissements de l'hôtellerie-restauration seront exemptés de la double facturation et veille à ce que toute exemption tienne compte des différentes façons dont les producteurs approvisionnent les pubs et les restaurants. Sans ces précisions, le porte-parole estime que la compétitivité du marché pourrait être menacée.

La mention de la double facturation renvoie à l’une des principales critiques de la filière concernant la conception du dispositif. Producteurs et entreprises de l’hôtellerie-restauration cherchent à déterminer dans quels cas un même emballage peut être soumis plusieurs fois à des contributions liées aux obligations de recyclage, au fil de son passage dans les différentes étapes de la chaîne d’approvisionnement. Cette incertitude se fait plus pressante à mesure que les entreprises préparent leurs budgets et leurs contrats d’approvisionnement pour l’année à venir.

Asahi a indiqué qu’elle continuerait de travailler avec le gouvernement, PackUK et ses partenaires du secteur afin de contribuer à la mise en place d’un système produisant des résultats environnementaux, tout en restant pratique et proportionné pour les entreprises.

Le débat sur les modalités de la REP intervient à un moment délicat pour le secteur. Les entreprises de l’hôtellerie-restauration en Grande-Bretagne ont subi des hausses répétées des coûts de main-d’œuvre, de l’énergie et des approvisionnements, et nombre d’exploitants estiment avoir peu de marge pour absorber de nouvelles charges sans augmenter leurs prix ou réduire leurs dépenses ailleurs. La mise en place de la REP en parallèle du DRS accentue les inquiétudes, car les entreprises pourraient devoir s’adapter simultanément à plusieurs règles qui se chevauchent en matière d’emballages et de recyclage.

Pour l’heure, la baisse de la contribution envisagée sur le verre par le gouvernement a atténué une partie de la pression. Mais les propos des brasseurs, des exploitants de pubs et des grands fournisseurs montrent que le secteur considère toujours le dispositif comme inachevé. Des questions importantes restent en suspens sur la répartition des coûts, les formalités administratives et l’application des exemptions dans l’ensemble du secteur de l’hôtellerie-restauration.